



Guerre entre la Russie et l'Ukraine : les revendications du PS Suisse

Adopté le 1^{er} mars 2022 par le Groupe socialiste aux Chambres fédérales

L'invasion de Poutine marque un changement d'époque. Certes, celui-ci n'a pas commencé avec l'escalade actuelle de la guerre, mais il devient ainsi irréversible – ses conséquences ne sont toutefois pas encore entièrement prévisibles, ni leur portée globale. Le PS Suisse affirme sans équivoque que la responsabilité de l'escalade actuelle de la guerre en Ukraine incombe au président russe Vladimir Poutine ainsi qu'à son régime. Rien ne justifie l'agression militaire de Poutine contre l'Ukraine.

La guerre russe en Ukraine a été soutenue par des banques et des instituts financiers en Suisse. La majorité de droite de la Berne fédérale est responsable du fait que la place financière suisse soit devenue une plaque tournante pour les affaires douteuses des oligarques russes. C'est sa politique irresponsable qui a culminé dans la période, honteusement longue, d'attente de la reprise complète des sanctions de l'UE par la Suisse. Les conséquences de ces attermoissements de plusieurs jours pourraient être fatales. Car il est désormais évident que cette inaction a permis aux oligarques de déplacer et de cacher leur argent, et de continuer ainsi à soutenir le régime.

Pour le PS, il est donc clair que le Conseil fédéral doit immédiatement veiller à ce que les grands groupes douteux, actifs dans le négoce de matières premières et ayant leur siège en Suisse ne financent plus la guerre d'agression russe. Il est scandaleux que les avocats d'affaires du PLR et de l'UDC aient jusqu'à présent bloqué de manière ciblée toutes les tentatives de réguler et de contrôler la plus grande place de commerce mondiale pour le pétrole et le gaz russes. Le PS exige du Conseil fédéral des réponses sur la manière de garantir immédiatement que la guerre en Ukraine ne soit plus financée à travers la Suisse. Le PLR et l'UDC doivent immédiatement cesser de se mettre à l'abri des groupes russes actifs dans le commerce des matières premières.

Dans ce contexte, le PS Suisse émet les revendications suivantes :

- 1) **Dès maintenant, reprise et application sans équivoque des sanctions économiques et diplomatiques actuelles et futures de l'UE contre le régime de Vladimir Poutine.** Dans les domaines particulièrement exposés, la Suisse doit prendre des sanctions supplémentaires de manière autonome. Cela concerne notamment les droits de séjour et les propriétés d'oligarques proches du Kremlin en Suisse ainsi que le secteur du commerce des matières premières. Les éventuelles répercussions de ces mesures sur la population suisse et russe doivent être atténuées autant que possible.
- 2) **Isolement complet des secteurs de la société civile, économique, sportive, culturelle et politique des organisations et des individus proches du Kremlin** ou qui ne se sont pas publiquement exprimés contre l'agression russe sur l'Ukraine.
- 3) **Fourniture rapide et en suffisance d'aide humanitaire par la Suisse.** Le Conseil fédéral doit fournir rapidement et facilement de l'aide à l'Ukraine, ainsi qu'aux pays environnants si le besoin s'en fait sentir. Le PS demandera au Parlement un crédit

supplémentaire en faveur de l'Ukraine. Nous encourageons en outre la société civile à s'engager dans l'humanitaire à titre privé. En moins de 24 heures, les membres et sympathisant-es du PS Suisse ont déjà fait don de plus de 300 000 francs à l'œuvre d'entraide Solidar Suisse, dont le PS l'une des organisations porteuses.

- 4) **Reprise immédiate et complète des décisions de l'UE concernant l'accueil des réfugié-es de guerre en provenance d'Ukraine.** Les réfugié-es doivent pouvoir entrer en Suisse rapidement et sans bureaucratie. Les pays de première arrivée doivent être soutenus dans l'accueil des réfugié-es. Nous sommes conscient-es que, selon la durée et la dureté de la guerre, il s'agira de plusieurs dizaines, voire de centaines de milliers de personnes. La Suisse est prête à y faire face.
- 5) **Engagement total de la Suisse en faveur des négociations de paix et d'un cessez-le-feu immédiat.** La Suisse doit proposer ses bons offices de manière proactive aux parties prenant part au conflit et s'engager dans toutes les instances multilatérales pour un cessez-le-feu immédiat et de véritables négociations de paix, en coordination avec l'Union européenne.
- 6) **Afin de ne pas contribuer à financer la guerre du régime de Poutine tout en garantissant la sécurité de l'approvisionnement, la priorité du PS suisse est de sortir rapidement de la dépendance aux énergies fossiles.** L'objectif est de couvrir les besoins énergétiques dans le pays avec nos propres énergies renouvelables. Pour cela, des décisions doivent être prises le plus rapidement possible, et il est nécessaire de mettre à disposition les moyens qui garantissent l'indépendance la plus rapide et la plus durable possible vis-à-vis des livraisons de gaz de régimes autoritaires.
- 7) **Soutien au mouvement pacifiste russe et du mouvement pacifiste global en Suisse et en Europe.** Le PS Suisse exige de la diplomatie suisse qu'elle s'engage en faveur des droits humains – en particulier de la liberté d'opinion et de réunion de la population russe – et soutienne les femmes et hommes engagé-es dans la défense des droits humains.
- 8) **Dans le contexte actuel, la présence de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU est une affaire d'urgence nationale et doit être poursuivie avec la plus grande priorité.** Le Conseil fédéral doit veiller à ce que la Suisse profite de son mandat pour renforcer le rôle de l'ONU dans la politique de sécurité globale et dans le respect du droit international.
- 9) **Face à la menace non dissimulée du régime de Poutine d'envisager à l'avenir l'utilisation d'armes nucléaires, la position de non-participation de la Suisse au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires n'est plus acceptable.** Le PS Suisse demande au Conseil fédéral, et en particulier au ministre des Affaires étrangères, de renoncer à son attitude de blocage et de se conformer enfin à la volonté clairement exprimée par le Parlement.
- 10) **Renforcement des organisations multilatérales à moyen et long terme.** Pour les petits États comme la Suisse et l'Ukraine en particulier, la sécurité ne peut être garantie à long terme par l'extension du pouvoir des alliances militaires classiques, mais uniquement par un renforcement du rôle de l'ONU et de la « Maison commune

européenne » (Conférence CSCE 1975). L'OSCE, qui repose sur le concept de sécurité collective plutôt que sur la formation de blocs, doit être renforcée. Il est en outre clair que, dans ce contexte, l'importance de l'Union européenne et d'une architecture européenne commune de paix et de sécurité doit être renforcée.

- 11) **Renforcer la coopération institutionnalisée en matière de maintien de la paix internationale.** La coopération avec les États membres de l'Union européenne dans les domaines de la coopération internationale, de l'aide humanitaire et de la protection en cas de catastrophes doit être développée.
- 12) **Analyse, par la Commission de gestion, de la préparation manifestement lacunaire aux scénarios possibles par la direction politique compétente dans les départements responsables, le DFEFR et le DFF.** Cela comprend également une enquête sur le rôle que la Suisse a joué ces dernières années en tant que plateforme pour les oligarques du régime de Poutine et sur l'impact de l'action hésitante de l'ensemble du Conseil fédéral ces derniers jours sur les affaires et les transactions des oligarques russes.
- 13) **La Suisse doit soutenir les efforts ukrainiens et internationaux visant à documenter les crimes de guerre présumés de la Russie et à les porter devant la Cour pénale internationale (CPI) et la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye.** Pour ce faire, elle peut par exemple mettre à disposition l'expertise de la Direction du droit international public et de la Division du Droit pénal international du Ministère public de la Confédération.
- 14) **Révision sans délai la loi, obsolète, sur les embargos.** Celle-ci repose sur une compréhension dépassée de la politique de neutralité et ne répond manifestement pas aux exigences de notre époque. Le PS a déjà déposé une intervention à ce sujet, voir [pa. lv. 19.501](#).
- 15) **Création d'une autorité de surveillance dans le domaine du commerce des matières premières :** en plus de reprendre les sanctions de l'UE contre la Russie, la Suisse, en tant que première place mondiale pour le commerce du pétrole et du gaz russes, doit assumer ses responsabilités et réguler le commerce des matières premières. C'est pourquoi il faut enfin une autorité de surveillance qui assure une surveillance efficace de ce secteur à haut risque.
- 16) **Enquête sur l'influence des organisations et des personnes proches du Kremlin sur la formation de l'opinion en Suisse** – ceci en particulier dans les domaines du sport, de la culture, des médias et des médias sociaux ainsi que du financement des organisations politiques, du lobbying politique, des partis et des fondations politiques. La protection contre les campagnes de manipulation et de désinformation russes va de pair avec un renforcement des capacités de cyberdéfense de la Suisse.